

CHAPITRE 1

Partie 1 : Toulouse avant mai 68

Dans les années 1950, Toulouse souffre d'une situation périphérique, au sein de la France où le centre économique s'est placé autour de la capitale et les régions du Nord. Toulouse est la seule grande ville et capitale administrative et relais des grandes affaires du négoce ou des services, de la région des Midi Pyrénées qui était victime de l'exode rurale. Toulouse n'avait pas été touchée par la révolution industrielle du charbon et de l'acier, ni la suivante de l'huile blanche, donc ne comptait pas assez de grandes usines pour en faire une vraie puissance économique.

La première guerre mondiale apporte quelques nouvelles usines. Pour ravitailler le front, il faut une énorme production d'armes, de munitions et d'avions. Toulouse, comme ville, est bien placée elle a de bonnes potentialités énergétiques grâce aux centrales hydroélectriques des Pyrénées voisines. Elle est fournie par une bonne ligne ferroviaire et grâce à ses 15000 habitants elle peut fournir une main d'œuvre suffisante. L'ancienne poudrerie est développée sur les îles et ramiers de la Garonne, au sud de la ville. La première usine de construction d'avions est créée par M. P. Latécoère en 1917, qui s'installe dans le quartier de Montaudran. Son nouvel établissement reçoit la commande du ministère de l'intérieur pour la construction de 1000 cellules d'avions Samson.

En 1924, en utilisant un brevet allemand obtenu comme titre de réparation au traité de Versailles, l'Etat décide de prendre une partie des terrains de la poudrerie pour y construire une usine d'engrais et produits azotés. Ce nouvel établissement est confié à l'Office National Industriel de l'Azote (ONIA), une société à capitaux publics, qui devient le premier employeur toulousain de l'entre-deux guerres.

Les lignes aériennes Latécoère et l'Aérospatiale seront regroupées sous Air France en 1933. Elles continuent à se développer, elles seront divisées en deux branches, dont Latécoère qui est nationalisée en 1937 pour devenir la Société Nationale des constructions Aéronautiques (SNCAM). Cette société accroît rapidement, grâce à des commandes militaires, avec l'approche de la guerre. De nouveaux ateliers sont installés à Saint-Martin-du-Touch, pas loin du futur aérodrome de Blagnac. Ce qui augmente les effectifs toulousains à 4000 salariés en 1939.

L'absence d'une bourgeoisie industrielle locale fait que les grandes usines toulousaines de l'aéronautique et de la chimie sont contrôlées par l'Etat, ainsi les ouvriers sont en grand partie des salariés d'Etat. La société urbaine reste ainsi relativement stable et homogène constituée surtout d'employés artisans et petits commerçants. Cet état des choses change dans les années 1950, la population accroît rapidement, grâce à l'arrivée des réfugiés espagnols et des populations qui avaient fui la zone occupée pendant la guerre et qui avaient décidé de rester.

En 1954 le recensement de Toulouse compte 27000 habitants, la classant au quatrième rang des communes urbaines du pays. En vue de cette croissance rapide les responsables municipaux décident de définir un « périmètre d'agglomération » pour freiner une trop grande dispersion d'habitations qui entraîne des coûts trop excessifs pour les finances locales. On essaie surtout de maintenir un potentiel économique limité, en évitant une dégradation de la vie dans l'agglomération.

L'industrie connaît des problèmes de reconversion après 1945. Ce n'est pas le cas de l'ONIA qui retrouve vite une activité soutenue, mais de l'industrie aéronautique qui voit ses effectifs diminués. Les usines toulousaines (Breguet, Latécoère, SNCAM devenue SNCASE) se retrouvent à baser tous leurs espoirs sur la mise en pied de nouveaux appareils.

L'Etat décide, en 1957, de réunir toutes les sociétés aéronautiques du Midi sous son contrôle, pour créer Sud-Aviation. Déjà, en 1955, on avait effectué le premier vol de Caravelle, le prototype du premier avion de transport commercial, dans le ciel toulousain. Malgré la fermeture du marché aux Etats-Unis, on avait déjà commencé à fabriquer 240 appareils, dont 145 avaient déjà été exploités par des compagnies. Stimulés par l'accord franco-britannique de 1962, on commence l'étude d'un avion supersonique : Concorde.

Dans les années soixante, avec la fin de l'empire colonial et un marché national très étroit, l'économie française se retrouve face à un nouveau défi. Il y a de nouveaux rivaux internationaux, qui sont des concurrents redoutables, même avec le protectionnisme du marché européen. Les acteurs économiques parisiens se retournent vers la province, les coûts de transport ont baissé et il y a une nombreuse main d'œuvre, bon marché.

L'Etat aide à coordonner cette réorganisation de l'espace économique ; pour protéger, il y a un système de primes et d'aides de tous types. Pour assister cette décentralisation, surtout en ce qui concerne par exemple la lenteur des communications et le secteur tertiaire qui n'était pas assez développé, l'Etat décide de promouvoir des villes en province en leur offrant une gamme de services et d'équipements qui jusqu'à ce moment avaient été

disponibles seulement dans la capitale ; ceci devait rendre ces villes plus désirables pour les investisseurs

Dans le sud-ouest, on choisit Toulouse et Bordeaux, chaque ville a sa propre zone d'influence et l'Etat créé deux circonscriptions séparées, chacune avec ses propres services administratifs, même s'il n'y a que 5 millions d'habitants dans le sud-ouest. Bordeaux va accueillir les établissements qui travaillent sur les programmes de l'aéronautique et l'espace militaire et Toulouse les programmes du domaine civil.

Toulouse acquiert beaucoup de bénéfices grâce aux aides d'état et la croissance économique générale de ces années, beaucoup de nouvelles entreprises s'installent dans l'agglomération. Une de premières conséquences est la création de nouveaux emplois publics, dans la santé ou l'enseignement Toulouse devient le centre des Midi-Pyrénées, ses bureaux administratifs ont une compétence régionale. Les hôpitaux et les universités sont regroupés dans la ville Ceci entraîne de nombreuses entreprises publiques, comme la SNCF, ou les télécommunications, semi-publiques et privés comme les banques et les assurances, à renforcer leurs antennes toulousaines qui vont s'occuper de l'ensemble de la région, sinon du sud-ouest.

La croissance économique aide les commerces et les entreprises du bâtiment à se développer. L'aéronautique et le spatial se voient à leur tour favorisés par le nouveau plan du gouvernement, avec l'ouverture en 1968 de l'Ecole nationale de l'aviation civile (l'ENAC) et l'Ecole nationale supérieure de l'aéronautique (Sup' Aéro) Au Mirail on créé en 1967 des usines électroniques, Motorola et la compagnie internationale pour l'informatique la CII, qui emploient surtout une main d'œuvre féminine.

En outre, le nombre toujours croissant de la population pousse la ville à trouver des nouvelles solutions pour accueillir les nouvelles activités et logements nécessaires. On cherche à construire dans la périphérie puisque le vieux centre ville avec ses boulevards ne peut plus répondre au besoins de la grande métropole que devient Toulouse. De même l'autorité en place désire préserver le patrimoine architectural de la vieille ville.

On construit de nouveaux ensembles d'habitat collectif dans les quartiers d'Empalot et Bagatelle, mais cette urbanisation se révèle un échec créant une nouvelle série de problèmes. On décide alors de travailler sur un projet pour la construction d'une « nouvelle » ville au Mirail, sur les 800 hectares de la zone à urbaniser en priorité (ZUP), qui avait été conçue en 1960

Au début de l'année 1968, Toulouse est une ville en pleine croissance économique et sociale. Elle est devenue le centre régional des Midi-pyrénées, la seule grande métropole

d'une région rurale. Néanmoins elle allait être touchée par le mouvement de mai 68, pour mieux comprendre il faut regarder en plus de détail l'état de la situation universitaire et syndicale à Toulouse avant mai 68

Partie 2 : La situation de l'enseignement supérieur à Toulouse avant mai 68

Quand Jaques Godechot fut élu doyen de la Faculté des Lettres de Toulouse en 1961, il avait trouvé la situation alarmante, le nombre d'étudiants qui était de l'ordre de 1000 en 1945 avait atteint 3200 quand il a été élu. Son prédécesseur, le doyen Georges Bastide, lui avait dit, pour calmer son inquiétude :

« Cela ne durera pas. Ce phénomène est lié à la guerre d'Algérie. Beaucoup de jeunes gens s'inscrivent à la Faculté pour obtenir un sursis d'incorporation. Mais, une fois la guerre terminée, nous retrouverons nos effectifs habituels. »⁴

Il se trompait, les étudiants continuaient d'augmenter, les inscriptions augmentant au rythme de 15 à 20% par an. L'université de Toulouse, comme les universités dans le reste de la France, était en crise. Elle était incapable de s'adapter aux transformations de la société, surtout au nombre croissant d'étudiants.

En fait, le taux de croissances en France avait augmenté depuis 1946 de près de 50% (612000 en 1939, 869000 en 1950)⁵; ajouté à cela, les années de scolarisation avaient été augmentées de 14 à 16 ans, en conséquence le taux de scolarisation accroissait. Le nombre d'étudiants augmentait dans une université qui n'était pas adaptée pour les recevoir. Il y avait un manque de structures adéquates, de personnel administratif, d'enseignants et maîtres enseignants, pour pouvoir accueillir les nouveaux effectifs.

De plus, dans la société qui devenait de plus en plus industrialisée, on se tournait vers l'université pour recevoir des diplômes qui aideraient à la recherche d'un débouché professionnel. L'université se retrouva, ainsi, fréquentée de plus en plus par des fils d'ouvriers et ruraux, en 1968, 60% des étudiants étaient originaires de la classe moyenne, 10% du monde ouvrier. Il y avait 40 fois plus d'ouvriers qu'avant 1960⁶. Ils espéraient pouvoir monter de

⁴ P 224/225, GODECHOT Jaques « 1968 A la Faculté des Lettres de Toulouse » - *Les Annales du Midi* 1978, *Revue de la France Méridionale*- Tome 90, N°138-139, Juillet-Décembre 1978, Privat Editeur, Toulouse

⁵ P 1, PASSAMA Albert « Le Monde étudiant nous interroge » - *La Croix - Hebdomadaire de la Haute-Garonne*- 76^{ème} année, n°20, le 19 mai 1968. Arch dép Toulouse, Jour 25, BJ53, 1^{er} semestre 1968

⁶ P.12, « *Ibid* »

grade dans l'échelle sociale, les études étant vues comme la possibilité d'une ascension sociale

Dans ces conditions, le taux de réussite était très médiocre, 75% d'étudiants qui entraient dans l'université étaient éliminés dans les années qui suivaient sans réussir. Les étudiants des sciences avaient une réussite de seulement 13%, et dans la Faculté des Lettres un quart d'inscrits en première année arrivait à avoir la licence, un dixième à être reçu aux concours⁷. L'université ne s'était pas adaptée à la civilisation industrielle, ne pouvant pas promettre des emplois à la majorité des étudiants, qui éprouvaient un souci légitime face à leur avenir. Ils craignaient d'être chômeurs à l'entrée dans la vie active

La situation universitaire en France était critique, et Toulouse était elle-même touchée par tous ces problèmes. Les facultés manquaient de locaux suffisants, de professeurs, d'assistants, et de maîtres assistants, pour que l'étudiant puisse être suivi comme il fallait pendant son cursus académique. Ceci causait beaucoup de problèmes soit pour l'étudiant qui peinait pour avoir son diplôme dans une université où il était un chiffre, non pas un individu. En ligne d'exemple on peut citer une étude qui avait été faite sur un nombre d'étudiants toulousains :

Dans les années 1950, deux professeurs toulousains, l'un géographe, l'autre sociologue⁸, ont fait une étude sur dix ans, d'une génération d'étudiants de la Faculté des Lettres et sciences humaines à Toulouse, inscrits en Propédeutique. Ils les ont suivis sur 4 à 6 ans d'études supérieures, et après pour 6 à 4 ans ou moins d'exercice professionnel. Ils ont regardé le recrutement géographique et socio professionnel des étudiants, ainsi que le pourcentage exact de réussites, d'abandons et échecs, et les professions occupées en fin d'études.

Il en résulte les tableaux suivants⁹ :

La « fonte des effectifs »

⁷ P 1, PASSAMA Albert « Le Monde étudiant nous interroge » . . . , op cit

⁸ Le livre de KAYSER Bernard et De GAUDEMAR Paul, « Dix années d'une génération d'étudiants de la Faculté des lettres et sciences humaines de Toulouse » Recherche sur les étudiants inscrits en Propédeutique en 1956-1957 Publications de la Faculté des lettres et sciences humaines de Toulouse, Série B, tome II, 133 p , Toulouse février 1967

⁹ P LOCALE 7, Article de RIVALS Claude, « Réflexions sur les dix dernières années à la faculté des Lettres de Toulouse », -*La Dépêche du Midi- édition Toulouse*, N°7 241, le 22 mai 1968, Arch dép. Toulouse, Jour 21.

La Génération d'inscrits

1956-1957 comprenait ...	835 étud.	100%
Ne se sont pas présentés ...	228 étud.	27.4%
Restent donc en course	607 étud.	72.6%
N'obtiendront jamais la Propédeutique ...	157 étud.	18.9%
Vainqueurs de ce premier obstacle ...	450 étud.	54%

Restent donc en course 317 étudiants dont :

Obtiennent un seul C.E.S. ¹⁰ ...	46 soit	5.5%
Obtiennent deux C.E.S. ...	33 soit	3.9%
Obtiennent trois C.E.S. ...	33 soit	3.9%

Sur le nombre d'étudiants, 112 sont des licenciés incomplets, et 200 des licenciés complets, de ce nombre il n'essayeront pas tous d'aller au delà de la simple licence. L'université de Toulouse, par son recrutement connaît un bon degré de démocratisation, les enfants d'ouvriers et d'agriculteurs y sont plus nombreux qu'ailleurs, mais fondamentalement les étudiants venant d'une famille de souches sociales plus basses ont moins de chances dans la vie qu'un étudiant provenant des souches supérieures. Ce phénomène de société comporte de grandes inégalités de chances de réussite dans la vie.

Le prochain tableau montre la pyramide selon l'origine socio professionnelle (les pourcentages indiqués montrent que l'échantillon est parfaitement représentatif du groupe de référence : l'écart le plus grand est de 3%)¹¹.

Fils de :	Ech.	Gr.	R. %
Patrons de l'industrie et du commerce ...	21%	19%	41 à 42
Cadres supérieurs ...	21%	22%	

¹⁰ C.E.S. – Certificats d'études supérieurs.

¹¹ P LOCALE 7, Article de RIVALS Claude, « Réflexions sur les dix dernières années ... op cit

Cadres moyens ..	20%	19%	30 à 32
Employés ..	10%	13%	
Agriculteurs (dont un ouvrier agricole)...	13%	11%	11 à 13
Ouvriers...	9%	7%	7 à 9

On peut remarquer la prééminence d'étudiants des milieux aisés, 42% proviennent des familles de professions libérales, des commerçants, des cadres supérieurs. La place des cadres moyens est relativement importante aussi dont 20% pour une catégorie qui ne représente que 6% de la population active régionale. Suivent les enfants d'agriculteurs, 12%, et 10% de fils d'employés et 9% de fils d'ouvriers, et encore la Faculté des Lettres à Toulouse est plutôt « démocratisée » par rapport au reste de la France.

A partir de cet étude on voit que pour le nombre d'inscriptions aux études supérieures les chances de réussite de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Toulouse ne sont pas très grandes, surtout pour les étudiants provenant des couches sociales inférieures, même si le niveau d'inscriptions des étudiants, fils d'agriculteurs et ouvriers, à Toulouse est plus élevé que dans le reste du pays. Le problème pour beaucoup de ces étudiants était qu'ils travaillaient pour financer leurs études. Il suffit de voir les pourcentages, 52% à 58% de fils d'ouvriers et d'employés sont obligés de travailler pendant toute la durée des études, contre seulement 11% à 25% d'enfants des cadres.

Les étudiants devaient faire face aussi à d'autres difficultés. Dans son article¹² le vicaire épiscopal du monde universitaire de la région de Toulouse, Albert Passama, nous raconte que en outre aux conditions peu favorables aux études, au moment des examens, l'étudiant était excessivement stressé sinon désespéré. Les examens étaient à ses yeux, des « examens-loterie » ou « examens-concours », la chance, semblant être un élément décisif pour la réussite. Il était d'importance vitale de réussir si on voulait avoir un diplôme nécessaire pour entrer dans la vie active. Apparemment le désespoir a été tel qu'il y a eu 48 tentatives de suicide des étudiants observés au centre de réanimation de Purpan¹³.

Il ne faut pas penser que tous ces problèmes passaient inaperçus, le Doyen de la Faculté des Lettres, Jaques Godechot, avait essayé d'améliorer la situation à Toulouse, mais à maintes reprises avait eu à faire avec un Ministère de l'éducation qui refusait d'aider les doyens. Quand Godechot commença à siéger au Comité des doyens, à Paris, et à fréquenter le

¹²P 12, PASSAMA Albert « Le Monde étudiant nous interroge » , op cit

¹³P 12, « *Ibid.* »

ministère, il constata que la Direction de l'enseignement supérieur ne possédait aucun service de prospective ou statistique. Il était incapable d'indiquer avec précision le nombre d'étudiants inscrits, dans n'importe quelle Faculté ou discipline. Il se rendra bientôt compte que l'administration ministérielle vivait au jour le jour, et c'était très difficile d'obtenir la permission pour la construction rapide des locaux indispensables, et encore plus pour la création des nouveaux postes, nécessaires pour encadrer la masse croissante des étudiants.

Le Doyen Godechot et l'assemblée de la Faculté des Lettres avaient essayé de faire construire des nouveaux bâtiments pour avoir plus de place pour les étudiants. En 1961 ils avaient travaillé sur un projet de construction d'une nouvelle Faculté sur l'emplacement de l'Arsenal, à proximité des anciens bâtiments. Ce projet se heurtait à de nombreux obstacles, jusqu'à devenir dépassé, à cause du nombre croissant des étudiants.

Le 15 février 1965, l'assemblée de la Faculté des Lettres se réunissait pour décider d'abandonner, à l'unanimité, le projet de 1961. On décidait d'édifier sur le terrain ZUP de Mirail, des bâtiments conçus pour les besoins de 1985, non 1960. Autour de cette faculté, on allait construire une bibliothèque universitaire (lettres), des résidences pour étudiants, un restaurant universitaire et des installations sportives.

Malheureusement, le ministère, qu'on espérait, ouvert à ce nouveau projet, créa toute sorte de difficultés. Ils demandèrent un nouveau programme, l'assesseur du Doyen, Paul Mérimée qui était chargé des bâtiments, se trouva à recommencer une douzaine de fois. Chaque fois, le ministère répondait que les plans n'étaient pas conformes aux normes qui étaient communiquées par le Ministère avec grande difficulté. Les choses arrivèrent à un tel point que le Doyen décida d'aller à la DESUS (direction de l'équipement scolaire, universitaire et sportif). Le chef du bureau le fit attendre pendant plus d'une heure. Quand il le rencontra finalement, il lui fit savoir avec hauteur que « l'affaire suivait son cours » et qu'il n'avait « qu'à se débrouiller ». ¹⁴ En fait tout ce qu'il put réussir à obtenir fut la construction de baraques provisoires, des abris en métal comme ceux qu'on utilise sur les chantiers. Bien que très inconfortables, elles donnèrent un moment de répit à la Faculté.

Pendant ce temps, le ministre de l'éducation, Christian Fouchet, travailla sur une solution pour diminuer le nombre d'entrées à l'enseignement supérieur. Il décida qu'il fallait pratiquer une sélection à l'entrée de la faculté pour diminuer le nombre d'entrées. Il se trouva que beaucoup de personnes étaient réticents à cette sélection, dont le Doyen Godechot, et autres doyens et le SNE Sup (syndicat national de l'enseignement supérieur) et les

¹⁴P. 476, GODECHOI Jaques « 1968 A la Faculté des Lettres de Toulouse » - *Les Annales du Midi* 1978, *Revue de la France Méridionale*- Tome 90, N°138-139, Juillet-Décembre 1978, Privat Editeur, Toulouse.

associations étudiantes, mais néanmoins le plan fut mis en œuvre par le nouveau ministre Peyrefitte, pour la rentrée de 1967/68

A l'ouverture de la Faculté des Lettres pour l'année scolaire 1967/68, on comptait plus de 33 000 étudiants à Toulouse, soit un 10^{ème} de la population de la ville. Dans la seule Faculté des Lettres il y en avait 9 600, qui devaient être accueillis dans des locaux trop ambigus. La norme ministérielle, dont chaque étudiant devait disposer de 4m² était dérisoire, à la Faculté on disposait que de 0.40m² par étudiant. Le Doyen commença l'année en se demandant s'il allait être possible de fonctionner normalement dans de telles conditions.

Le Doyen Godechot se retrouva inquiet à l'idée qu'il fallait appliquer le « plan Fouchet » à partir de cette entrée scolaire, surtout sachant que cela avait causé des problèmes avec les étudiants de la Sorbonne. Il proposa donc à l'assemblée de la Faculté de demander que les étudiants élisent un délégué dans chaque section. Ces délégués siègeraient aux assemblées des sections pour conférer avec elles.

Cette proposition fut accueillie avec une certaine réticence par l'assemblée, et quelques professeurs, mais malgré cela, les étudiants élurent leurs délégués pendant le mois de novembre. Grâce à ce travail de coopération, le plan fut appliqué au mieux, même si après les accidents de mars à Nanterre, le gouvernement décida le 3 avril que la « sélection à la rentrée des Facultés » allait être reportée à la rentrée de 1969, comme toujours, le gouvernement renvoyait le problème.

On peut constater que la situation à Toulouse à la rentrée de 1967/68 n'était pas des plus satisfaisantes, ni du côté administratif ni du côté étudiant. Il est assez clair que du côté administratif on avait essayé de faire quelque chose, mais ce n'était pas assez.

La grande majorité d'étudiants toulousains, vivait leurs années d'études avec un seul but : passer leurs examens et réussir à avoir un diplôme. C'est vrai que les événements du reste du monde ne les laissaient pas tout à fait indifférents, mais de là à faire une révolution. Cependant il y avait des étudiants politisés et actifs, qui avaient pour but de changer les choses à Toulouse :

Partie 3 : Les mouvements politiques des étudiants à Toulouse avant mai 68

« ...Je me souviens plus facilement des manifs contre la guerre du Vietnam à cette époque là et on faisait des manifs à dix en rue St. Rome, pas plus que ça ...Il y avait des trotskistes qui s'appelaient JCR (Jeunesse communiste révolutionnaire) à l'époque, et les anarchistes et c'est tout il

n'y avait personne d'autre qui manifestait contre la guerre du Vietnam. C'est vieux, et puis c'est le moment où on était poursuivi par les policiers en vélo avec des pèlerines !... »¹⁵

Toulouse, avant mai 68 n'était pas ce qu'on pourrait appeler la capitale de groupuscules, les mouvements politiques étudiants n'avaient pas d'effectifs assez nombreux. D'un côté il y avaient les mouvements syndicaux étudiants, dont L'AGET-UNEF¹⁶ et la FET, de l'autre les « groupuscules », dont à la gauche les anarchistes et la JCR, les comités Vietnam et à la droite, Occident, le mouvement des fascistes. Il ne faut pas oublier les étudiants qui appartenaient à des partis politiques tels que les communistes ou la PSU.

Les groupuscules étaient petits et les adhérents peu nombreux, leur cercle d'action était réduit ne touchant qu'une infime minorité d'étudiants. La JCR qui était exceptionnellement implantée sur Toulouse, ne comptait pas plus d'une trentaine de militants, ils n'étaient pas encore des adeptes de Trotsky, mais anti-staliniens et partisans de Che Guevara. Le cas des anarchistes était particulier sur Toulouse, surtout parce qu'en majorité, c'était des réfugiés espagnols ou fils de réfugiés espagnols qui suivaient la ligne politique des parents. Il y avait deux organisations anarchistes, la Fédération anarchiste et la CNT (confédération nationale du travail), mais la majorité des gens se réclamant de l'anarchisme étaient inorganisés ; c'était un collectif qui se réunissait régulièrement à la bourse de travail toutes les semaines, dont une vingtaine qui se rencontraient constamment, et parmi cette vingtaine, 12 ou 13 devaient être fils ou filles d'espagnols.

L'UNEF à Toulouse était assez bien développée, elle rassemblait l'ensemble des étudiants de la ville de Toulouse, qui étaient regroupés dans une seule université. Elle avait eu un grand prestige au début des années soixante par son action contre la guerre d'Algérie. L'année 1962 voyait la fin de la guerre d'Algérie qui avait dominé les débats au sein du mouvement étudiant. Après 1962 le débat s'était poursuivi sur un autre domaine, il y avait un clivage entre ceux qui voulaient donner au mouvement une tonalité syndicale, au sens traditionnel du terme, avec la finalité de s'occuper des revendications matérielles quantitatives, et l'autre tendance qui voulait orienter les revendications vers un aspect plus qualitatif.

Elle était dominée à Toulouse par des étudiants qui étaient plutôt orientés vers la gauche, on y trouvait toutes les tendances de l'extrême gauche tels des étudiants proches du PSU, et ceux qui appartenaient à l'union des étudiants communistes suivant les directives du parti communiste.

¹⁵ ALVAREZ Tony, interview ANNEXE 1

¹⁶ AGET-UNEF: Association général des étudiants toulousains – Union nationale des étudiants de France.

Dans la première tendance, les étudiants les plus actifs étaient ceux des mouvements communistes. Il y avait un mouvement qui contestait cette orientation et plus fondamentalement le rôle imparti à l'université dans une société capitaliste développée. L'idée était que l'université n'est pas seulement un lieu de travail qui définit l'étudiant comme un jeune travailleur intellectuel, mais c'est aussi un lieu de définition, de la division sociale du travail.

Dans les années 1967-68, à Toulouse, la situation de l'AGET-UNEF était devenue critique, parce que l'orientation qualitative était nettement contradictoire avec l'idée d'une urbanisation structurée, l'intendance et la bureaucratie tendaient à ne plus suivre. Avant 1965, traditionnellement, le syndicat étudiant vivait grâce à un certain nombre de services qu'il fournissait aux adhérents. En échange de ces services, l'étudiant devait adhérer. L'UNEF s'occupait alors seulement des problèmes de cartes et services des étudiants adhérents.

Sur Toulouse les étudiants qui géraient l'UNEF avaient décidé que dorénavant les services seraient réservés à tous les étudiants, et que la carte serait un acte militant, un engagement politique, non seulement un moyen d'obtenir des services matériels. Même si cela semblait une bonne idée pour certains, cela eut un effet négatif sur les adhésions.

A cette époque, l'UNEF se trouvait dans une position extrêmement difficile, l'université lui était hostile, et en plus elle était attaquée par le gouvernement qui semblait vouloir se venger pour la position que l'UNEF avait tenu contre le gouvernement pendant la guerre d'Algérie, ses positions contre la guerre de Vietnam, et la possible menace qu'elle pouvait représenter aux égards du projet de réforme des études que le gouvernement envisageait.

Sur la ville de Toulouse, l'UNEF était la cible de plusieurs persécutions bureaucratiques, par exemple le restaurant universitaire géré par l'UNEF avait eu, avant 1964, des comportements financiers discutables. Le CROUS qui dépendait directement du ministère de l'éducation nationale avait mené des enquêtes répétées et à partir de 1965 et ultérieurement, il y avait eu des sanctions. La situation de l'AGET-UNEF sur Toulouse à la veille de mai 68 était assez compliquée, elle se trouvait attaquée de tous les côtés, et en proie à des divisions internes.

Au début de l'année scolaire 1967-68, un étudiant en économie, Alain Alcouffe était le président de l'AGET-UNEF ; En février ils avaient organisé un voyage en Allemagne pour aller à Bonn où ils avaient pu discuter et échanger les idées avec des étudiants du SDS. Ce n'était pas surprenant que les Toulousains décidèrent d'aller en Allemagne, l'université de

Toulouse était jumelée avec l'université de Bonn, ils avaient des contacts avec des étudiants allemands du SDS, donc ils connaissaient assez bien leur position

Le même mois avait été organisé une manifestation contre la guerre du Vietnam avec un défilé en ville, se terminant avec une allocution devant la Bourse de travail. Parallèlement il y a eu des petites manifestations contre la guerre du Vietnam organisées par des groupuscules, dont une qui avait donné lieu à des incidents à la Faculté des Lettres. Un groupe d'étudiants s'était introduit dans la cour de la Faculté des Lettres pour y brûler un drapeau américain. Cet incident poussa l'union des étudiants communistes de France à publier un tract dans la quelle ils dénoncèrent « ... un acte puéril d'exorcisme... » parce que « ... la 'bannière étoilée' n'est pas l'insigne de Johnson ou du Pentagone Elle appartient au peuple américain tout entier, aux pacifistes, aux noirs américains... »¹⁷. Avant mai 68 le mouvement des étudiants bougeait un peu, mais était limité à des petits incidents ou manifestations, dont les acteurs étaient les groupuscules de gauche ou de droite qui étaient peu nombreux, ce n'était pas le mouvement de masse qu'il allait devenir.

Partie 4 : La situation syndicale à Toulouse avant mai 68

Sur Toulouse étaient implantés toutes les centrales syndicales, dont la CGT, la CFDT, FO, la CNDI etc ... ce qui fait que les bases étaient là quand mai 68 s'est produit. Avant mai 68, Toulouse n'était pas ce qu'on pourrait nommer une ville fortement industrialisée, il y avait les grandes entreprises nationales, telles que la cartoucherie, la poudrerie, la chimie dont l'ONIA, et l'aviation et l'aérospatiale, dont la plus grande boîte était Sud-Aviation. Il y avait beaucoup de moyennes et petites entreprises, dans la métallurgie, l'informatique, l'habillement, la chaussure et puis les commerces et les grands magasins. Les moyennes et petites entreprises dans la métallurgie faisaient beaucoup de sous-traitance pour l'aéronautique. Il faut aussi compter les services publics, tels que l'enseignement ou la poste, bien implantés sur Toulouse depuis les années 1960, et couverts par des syndicats.

Les grandes entreprises étaient toutes syndicalisées, les ouvriers s'étant organisés depuis longtemps, par exemple Sud-Aviation, qui avait toujours été la pointe de la syndicalisation dans la métallurgie ; il y avait une séparation entre Sud Aviation et les autres entreprises de la métallurgie parce que les problèmes n'étaient pas les mêmes, donc à la CGT

¹⁷ Tract « *Faux révolutionnaires vrais provocateurs !* » Publié par le Bureau de ville de Toulouse de l'Union Des Etudiants Communistes de France, avant mai 68. Collection de tracts de Tony Alvarez

on avait décidé de faire un syndicat Sud Aviation et un syndicat pour le reste de la métallurgie.

Dans la majorité de petites et moyennes entreprises, il y en avait peu qui étaient syndicalisés, les travailleurs de certains établissements travaillaient dans des conditions pénibles, ils étaient mal payés, avec des mauvaises conditions de travail et des rapports hiérarchiques difficiles. Les syndicats toulousains travaillaient depuis des années pour améliorer la situation pour les travailleurs mais pour le moment, tout ce qu'ils avaient fait ne semblait mener à rien.

Le journal « La Vie Ouvrière » de la CGT se préoccupait du problème des salaires des travailleurs et déplore « une masse énorme de salaires lamentables, des discriminations scandaleuses selon l'âge, le sexe ou la région ». ¹⁸ Les années du Gaullisme avaient apporté la prospérité, et le gouvernement n'arrêtait pas d'en informer la population, par exemple, le 20 janvier 1967, Pompidou avait déclaré à la télévision que le nombre des bas salaires tendait à diminuer, ce qui n'était pas exacte comme nous dit M. Carrère, l'auteur de l'article :

« Un an après, ses services nous font voir qu'il reste 4 millions de salariés qui gagnent moins de 600F par mois ! quant aux patrons, ils se contentent de dire « non » toujours « non » aux demandes d'augmentations que la situation justifie « Nous ne pouvons pas » disent-ils. Pendant ce temps, les journaux financiers nous annoncent des hausses sans précédent des profits. ... » ¹⁹

Cette phrase résume très bien la situation, au moins aux yeux des syndicats qui inscrivaient les salaires en tête de revendications. Le gouvernement refusait d'aider les ouvriers, mais les syndicats ne baissaient pas les bras.

L'écart entre les salaires de la région parisienne et la province était particulièrement grand, dans les Midi-Pyrénées il y avait un écart de -37%²⁰, et les chiffres viennent d'une étude de l'Institut National de la Statistique, (l'INSEE), fait en 1966, mais qui ne tient pas compte des salaires agricoles, dont 75% avaient un salaire inférieure à 600F par mois²¹.

Les catégories les plus discriminées restent les femmes et les jeunes, par exemple une femme employée gagne un salaire annuel net de 8873 F contre les 11585 F pour un homme, avec un écart de -24.3%, une femme ouvrière gagne 6496 F contre les 9727 F pour un homme avec un écart de -33.2%. Comme on voit l'injustice suprême règne. Dans le cas des jeunes travailleurs, le salaire moyen de jeunes de 14 à 18 ans ne représente qu'environ 80% du

¹⁸ P. 28, CARRERE Gérard « Salaires les tout derniers chiffres officiels confirment leur anémie » - *La Vie Ouvrière - L'Hebdomadaire de la CGT*- 59^{ème} année, N°1235

¹⁹ P. 28, « *Ibid.* »

²⁰ P. 30 CARRERE Gérard « Salaires les tout derniers chiffres officiels confirment leur anémie » - *La Vie Ouvrière - L'Hebdomadaire de la CGT*- 59^{ème} année, N°1235

²¹ P. 28 « *Ibid.* »

SMIG, et pour les jeunes qui ont entre 18 et 19 ans, et qui ne sont plus en apprentissage on voit que 42.9% d'entre eux gagnent moins de 450F par mois, et 89.7% moins de 720F²².

On peut constater que la situation des travailleurs avant mai 1968 était pour beaucoup d'ouvriers et employés très difficile. Bien que Toulouse n'était pas une ville très industrialisée elle allait être touchée par le mouvement de mai 1968. La ville entière, et surtout les syndicats, allaient profiter de l'occasion pour essayer de faire passer des revendications qui traînaient depuis des années.

²² P. 31 CARRERE Gérard « Salaires les tout derniers chiffres officiels confirment leur anémie » - *La Vie Ouvrière* - *L'Hebdomadaire de la CGT*- 59^{ème} année, N°1235.

CHAPITRE 2

Partie 1 : Comment tout commença à Toulouse... (du 25 avril au 13 mai)

Durant les vacances de pâques, le 11 avril 1968, le dirigeant de la SDS, Rudi Dutschke est victime d'un attentat. Les rumeurs le disent mourant mais il s'en sort. Cette tentative d'assassinat touche les étudiants gauchistes dans le monde entier. En France l'UNEF, le comité Vietnam, la JCR, des étudiants du PSU et du « M22M » organisent une manifestation le jour après à Paris, qui se termine dans une courte bagarre entre étudiants et policiers. Paris, qui jusqu'à là avait été une des seules villes à être touchée par les mouvements étudiants fut bientôt suivi par Toulouse, la première ville universitaire de la province à réagir aux événements Parisiens.

Le 23 avril sur Toulouse la JCR, le comité Vietnam national et les étudiants socialistes unifiés, organisent une manifestation en hommage à Rudi Dutschke. Une centaine d'étudiants se réunissent en Place Salin à 17h30. Ils se rassemblent derrière des portraits de Dutschke, Che Guevara, des pancartes stigmatisant le « Trust Springer », la guerre du Vietnam et les universités allemandes. Il y a aussi des drapeaux du FNL Vietnamien.

Le cortège arrive à la place du Capitole par la rue Alsace Lorraine et de là se dirige à la Faculté des Lettres, par la rue des Lois. Le Doyen Godechot se rappelle de cet événement, il travaillait dans son bureau lorsqu'il entendit un tumulte il sort pour voir le cortège d'étudiants dans la cour. Les étudiants étaient suivis par quelques policiers aux quels le Doyen demande de se retirer. Les étudiants s'installent dans l'amphithéâtre Marsan, ils sont accompagnés par un étudiant allemand, « ...un grand jeune homme maigre, hâve, les yeux cernés, les traits tirés, comme s'il avait passé plusieurs nuits sans dormir et des nombreuses journées à discuter »²³ qui voulait exposer ce qui se passait en Allemagne à ces camarades français.

Le Doyen, une fois informé du but de la manifestation, invite l'étudiant à prendre place sur l'estrade pour faire son exposé. Le délégué allemand met l'accent sur l'importance du mouvement SDS dans le milieu étudiant germanique, il souligne aussi le rapport qui existe entre la tentative d'assassinat de Rudi Dutschke et la guerre du Vietnam. Les étudiants

²³ P 480, GODECHOT Jaques « 1968 A la Faculté des Lettres de Toulouse » - *Les Annales du Midi 1978, Revue de la France Méridionale*- Tome 90, N°138-139, Juillet-Décembre 1978, Privat Editeur, Toulouse.

demandent ensuite la permission d'organiser une assemblée générale dans le grand amphi qui leur est accordé par le Doyen pour le 25 avril dans l'après-midi.

Dans les jours qui suivent plusieurs tracts sont distribués par un groupe de gauchistes où ils racontent les événements du 23 avril, en le présentant comme une grande victoire obtenue sur l'administration universitaire et le FEN (fédération des étudiants de nationalistes, une association de droite qui regroupait un nombre d'étudiants en droit) :

« Arrivés à la faculté des Lettres, la manifestation a pris un sens différent avec l'occupation de l'amphi Marsan. M. le Doyen, après un chantage inefficace à la répression policière, dut participer au débat qui a suivi et au cours duquel a été décidé une nouvelle réunion-débat le jeudi 25 »²⁴

Le tract continue en expliquant que l'occupation d'un amphi est un acte politique. Tout le monde est invité jeudi, Doyen et professeurs inclus. Ce tract causera des problèmes, car la FEN alerte le Doyen Marty (Doyen de la faculté de Droit), en lui disant que s'il n'interdisait pas la réunion ils allaient l'empêcher par la force.

Le lendemain, vers 9 heures, le Doyen Marty appelle le Doyen Godechot lui demandant d'interdire la réunion qui pourrait causer des batailles sanglantes entre étudiants. Comme le Doyen se montre réticent, après tout il avait autorisé la réunion. Il reçoit un autre coup de téléphone quelques minutes plus tard de la part du Recteur Richard, lui ordonnant d'interdire la réunion, parce que faute de ceci il serait retenu seule responsable des désordres qui pouvaient s'ensuivre. N'ayant pas le choix, Godechot fait afficher vers midi que la réunion est interdite.

C'était déjà trop tard, vers 17 heures, plus de 400 étudiants occupent l'amphi Marsan, tout accès au grand amphithéâtre étant gardé par des étudiants en droit. L'amphi Marsan, construit pour accommoder pas plus que 200 personnes, est bondé. Les étudiants sont assis un peu par tout. Ils commencent leur réunion pendant la quelle ils écoutent l'allocution d'un étudiant venu de Nanterre. Cet étudiant était en fait Daniel Ben Saïd, qui avait été étudiant à Toulouse et avait milité dans la gauche étudiante, il avait été présent au moment de l'occupation de la tour à Nanterre et était l'un des membres fondateurs du M22M. Il ne parle pas beaucoup sur le M22M, mais surtout des événements parisiens et de ce qui s'est passé en Allemagne. On parle aussi de la situation de l'université et des mouvements étudiants en générale, et des manifestations qui se sont déroulés notamment sur Rome et Berlin.

Le réunion se poursuit dans le calme jusqu'à 17h30 quand le Doyen Godechot se présente pour faire savoir que la réunion doit terminer immédiatement, pour ne pas créer des

²⁴ Tract n°2, « L'occupation d'un amphi en fac de lettres » par un groupe gauchiste, le 24 avril 68. ANNEXE 2

problèmes avec les étudiants de droite. Les étudiants refusent de bouger, et se barricadent dans l'amphithéâtre. C'est à ce moment là que les étudiants en droit décident de lancer des pierres et des pétards dans les fenêtres de l'amphi. Au même moment, la Faculté des Lettres est entourée par des compagnies de CRS (compagnie républicaine de sécurité), casquées, et armées avec fusils au poing avec des musettes bien pourvues de grenades lacrymogènes. Ils ne peuvent intervenir que sur demande du Doyen ou du Recteur.

Puisque la situation s'aggrave, Godechot décide de téléphoner au Recteur Richard, qui le rejoint très vite dans son bureau. Le Doyen tente de nouveau de parler aux étudiants, mais la tentative ayant échoué, le Recteur téléphone au Ministre de l'éducation Alain Peyrefitte. Il leur dit de faire entrer la police.

A 18h30 les services d'ordre interviennent en forçant les portes et pénétrant dans l'amphi, ils obligent les étudiants à se retirer, sans utiliser la violence. Les étudiants en droit sont à leur tour chassés de la cour de la Faculté. C'est donc dans les rues voisines, pendant que les étudiants de gauche sont en train de se disperser, qu'un groupe d'entre eux est pris violemment à partie par des adversaires brandissant des planches, des barres de fer et des matraques improvisées. Des bagarres s'ensuivent et 4 étudiants sont blessés, l'un d'eux va devoir être transporté à l'hôpital de Purpan.

La police intervient pour séparer la bagarre, et les étudiants se disséminent dans les rues voisines. Peu après les étudiants de gauche se regroupent à la place du Capitole, où ils forment un cortège spontané qui se rend par le boulevard de Strasbourg à Place Jeanne d'arc, où a lieu la dislocation. Le soir même toute réunion est interdite à la Faculté des Lettres jusqu'au 1^{er} juin.

Le soir même un petit groupe d'étudiants militants de gauche, qui se connaissaient depuis quelques années, « après avoir nettoyé le quartier universitaire du centre de tous les groupes d'extrême droite »²⁵, se retrouve pour discuter des événements de la journée, une nouvelle dynamique est née, « le mouvement du 25 avril » (M25A). Comme le dit Tony Alvarez qui était présent au moment de la création :

« Le 25 avril, ça c'est appelé comme ça à partir de ce jour là, un peu pour prendre le coup du 22 mars, il n'y a pas eu une réunion où on a dit « on crée un mouvement... », il y a eu une constitution officielle, ça s'est développé presque spontanément, puis il y a eu quelqu'un qui a dû signer le mouvement du 25 avril, et on a dit c'est très bien... la formalisation est venue après. »²⁶

²⁵ ALCOUFFE Alain, interview 2

²⁶ ALVAREZ Tony, interview.

Le lendemain un tract est distribué par la Fédération des étudiants de Toulouse (FET), un groupe d'étudiants de droite, dans la quelle ils dénoncent l'acte des étudiants pendant le 25 avril, c'est du terrorisme, ils s'étaient réunis dans les jardins de la Faculté pour manifester leur hostilité aux méthodes terroristes de l'UNEF, et que leur vice-président s'est fait agresser plus tard dans la rue et a du être transporté à l'Hôpital de Purpan. Ils concluent en disant que :

« Il faut donc les faire taire, il faut leur imposer silence tout de suite... Nous attendons des collectivités administratives responsables, la plus grande fermeté, et non la faiblesse dont elles ont fait preuve jusqu'ici. Ou faudra-t-il que les étudiants eux-mêmes rétablissent l'ordre ? »²⁷

Dans les jours qui suivent les choses semblent se calmer et retourner à la normalité, bien que les événements du 25 avril aient touché les étudiants toulousains plus qu'on puisse se l'imaginer, mais aussi font la une de tous les quotidiens, tant régionaux que nationaux. La manifestation du 1^{er} mai passe se dans le calme, sans incident, mais derrière le calme apparent le nouveau né « M25A » est en train de travailler et discuter. Le vendredi 3 mai ils organisent une assemblée libre, tenue au Sénéchal, à la quelle sont présents environ 600 étudiants et professeurs. Dans un tract signé « M25A » ils expliquent :

« Pourquoi hors de la fac ? = Il s'agissait de clarifier nos thèmes d'intervention et organiser nos forces dans le calme. = Nous avons déjà démontré que l'administration universitaire n'est qu'un jouet du Ministère, qu'elle le veuille ou non » Ils décident de continuer le débat à l'université où « les étudiants mèneront dans chaque amphi les débats qui les concernent et la lutte déjà engagée. »²⁸

Quelques jours après au Lycée Pierre de Fermat, où logent les classes préparatoires aux grandes écoles, des inscriptions injurieuses sont tracées la nuit sur le mur du lycée. L'administration du lycée est mise en question par la direction qui porte plainte pour dégradation. Après une enquête, un élève de terminale, Claude David, membre actif du CAL (Comité d'action lycéen) est désigné comme un des coupables, il est aussi accusé d'avoir distribué des tracts. On réclame la somme de 2500F à titre de réparation des dommages à ses parents, et l'élève est provisoirement exclu de l'établissement, avant de comparaître devant le conseil de discipline.

Le M25A réagit très vite à cette histoire, aux alentours du 6 mai ils distribuent un tract « *L'enjeu de notre lutte* » où ils donnent l'historique du mouvement, parlent des événements Parisiens, mais surtout appellent :

« ... à une assemblée libre mardi 7 mai à 17 h dans la cour de la fac de lettres, parce que, face à la répression et au chantage, nous voulons réaffirmer notre droit de discussion politique à la fac – et

²⁷ Tract n°3, « Toulouse ne sera pas Nanterre » par la FET, le 24 avril 68. Collection de tracts, Tony Alvarez

²⁸ Tract n°4 « Université critique la lutte continue » par le M25A, Début mai. Collection de tracts, Tony Alvarez

discuter des formes de soutien à apporter à nos camarades emprisonnés » à la fin ils ajoutent que : « Un lycéen a été exclu du Lycée Fermat pour distribution d'un tract du Comité d'action Lycéen Notre soutien lui est acquis et nous devons discuter des possibilités d'action commune Etudiant-Lycéen »²⁹

Le 7 Mai la FET se rassemble dans les jardins de la Faculté de Droit pour protester contre l'envahissement du grand amphi de la Faculté des Lettres par les groupes se réclamant du « M25A » et de « l'université critique » Vers 16 heures il y avait du monde dans le jardin de la Faculté, les étudiants forment des petits groupes qui discutent silencieusement, il y a des voix qui courent, trois cars de CRS ont été vus en place St Sernin.

Quand un porte-voix appelle les étudiants à la réunion dans le grand amphi, les organisateurs s'attendent autour de 500 personnes mais il y en a 1500 qui se présentent. Pendant que les étudiants entrent, les étudiants de la FET scandent des slogans contre les gauchistes. Le grand amphi est bondé quand la réunion commence, et les quelques professeurs qui se présentent sont salués avec des grandes ovations. Pendant la réunion on décide de manifester au rectorat, et on adopte les principes d'une grève illimitée. La réunion finie tout le monde part de la salle, des étudiants de la FET tirent des pétards au soufre, mais ils sont vite pourchassés.

Le cortège se dirige vers le Rectorat en scandant des slogans tels « Pas des flics à la fac ! », « Recteur démission ! » et « Solidarité Sorbonne ! » Il n'y a aucun incident, ils établissent un service d'ordre pour aider la circulation. Arrivés au Rectorat, 4 délégués franchissent le cordon d'agents qui garde le bâtiment. Il voient le Recteur et arrivent à lui faire promettre de laisser aux doyens toute liberté en ce qui concerne les discussions politiques à la faculté

Le cortège d'environ 3000 personnes se dirige donc à rue Gambetta pour se rendre au Lycée Pierre de Fermat. Un double cordon d'agents barre la rue Lakanal, et le reste de policiers sont devant l'entrée du Lycée. La tête du cortège, s'élance dans la rue et c'est là qui ont lieu le premier heurt d'une extrême brutalité. On ne sait pas qui a commencé, même si un des manifestants, Tony Alvarez, n'a aucun doute, c'est la police qui a commencé, et c'est là que les étudiants de Toulouse ont découvert la brutalité policière³⁰.

Dans les minutes qui suivent il y a une furieuse mêlée entre étudiants et policiers, qui attaquent à coup de matraques. Les manifestants sont obligés de reculer et sont poursuivis par

²⁹ Tract n°5 « L'enjeu de notre lutte » par le M25A, 6 mai ? Collection de tracts, Tony Alvarez

³⁰ ALVAREZ Tony, interview

les agents dans les rues avoisinantes. Pendant l'échauffourée deux officiers sont blessés, et plusieurs manifestants frappés sans pitié au point que les passants indignés protestent.

C'est aussi de simples passants qui ont été bastonnés, M. Galaup, militant de la CFDT, sortait du siège du syndicat et est pris à part par le service de l'ordre, il en sort avec la tête ensanglantée. Alain Alcouffe président démissionnaire de l'AGET-UNEF, en essayant de sauver deux filles qui se faisaient tabasser par la police, est grièvement blessé et doit être transporté à l'hôpital de Purpan. Alcouffe se rappelle de cet épisode :

« Il devait y avoir 3 ou 4000 étudiants, ils n'étaient pas du tout organisés pour affronter la police, rien n'était prévu. Il y avait des étudiants qui se sont retrouvés en première ligne et j'ai essayé de m'interposer et j'ai été frappé effectivement par les policiers, de façon assez efficace puisque j'ai laissé toutes mes dents dans cette manifestation »³¹

Avant la fin de la bataille, les étudiants organisent un contre-attaque, en bombardant les policiers avec une pluie de projectiles les plus divers, tels des morceaux de ferrailles, briques, pierres etc. Des vitrines sont brisées, les policiers jettent des grenades lacrymogènes. Finalement vers 21 heures les manifestants se replient sur la place du Capitole où a lieu la dispersion. Cette journée arrive à choquer les toulousains, leur ville qui avait été jusqu'à là calme, est touchée par la violence qu'on avait vu sur Paris ou les autres pays. Il y a une condamnation unanime de la répression policière, et beaucoup de sympathie pour les étudiants.

Le jeudi 9 mai, les centrales syndicales des étudiants, professeurs et ouvriers organisent un meeting à 18 heures. Il y a plusieurs tracts qui tournent à ce propos, des appels à la réunion au Palais des Sports organisé par l'UNEF, la SGEN, SNES sup., la FEN, la CGT et la CFDT. Ils appellent à un meeting pour plusieurs raisons :

« Halte – à la répression policière, - Pour la réouverture des Facultés, - Pour la liberté d'expression dans les facs et les lycées... 20.000 étudiants à Paris, 3 000 à Toulouse se sont heurtés hier aux prétendues « compagnies républicaines de sécurité » Pour « répondre » aux étudiants, le gouvernement déploie les forces de « l'ordre » qui, après avoir pénétré dans les Facultés organisent la chasse aux étudiants dans les rues, multipliant les arrestations et les emprisonnements. A Toulouse, un lycéen de Pierre de Fermat condamné à payer une amende de 2.500 F pour avoir « fait de la propagande » à l'intérieur de son établissement... »³²

A 18 heures il y a donc autour de 3000 personnes qui se présentent, entre étudiants, professeurs et ouvriers. Autour du podium des banderoles « AGET-UNEF », « Halte à la répression », « Université démocratique », et « Cogestion de l'université ». C'est M. Robert

³¹ ALCOUFFE Alain, interview 1

³² Tract N°3/6, "Halte ", 8 mai 68 ?, collection

Schalde, vice président de l'UNEF qui ouvre les débats, en rejetant sur le gouvernement l'entière responsabilité de l'inadaptation de l'Université. Il indique les points sur lesquels doivent porter les efforts de tous :

- Liberté d'expression pour toutes les organisations dans les facultés et campus.
- Arrêt de la répression policière.
- Suppression du service de garde assermenté au Campus de Rangueil.
- Construction d'une nouvelle Faculté des Lettres
- Nouvelles structures de l'université.
- Suppression des barrages et de la sélection à l'entrée des facultés.
- Réelle orientation ³³

L'intervention de Robert Schalde est interrompue plusieurs fois par les membres du M25A, nombreux dans la salle et qui reprochent à l'AGET de ne pas les avoir soutenus aux moments difficiles. Au moment où un autre orateur, M. Fabre secrétaire de la section Toulouse sciences se place « au dessus de toutes tendances » ³⁴ et réclame l'unité des étudiants, un incident se produit quand Alain Alcouffe, et quelques leaders du M25A essayent de s'emparer du micro, mais en sont empêchés par le service d'ordre. C'est seulement plus tard quand M. Martinez de l'UNEF, appelle Alcouffe au micro pour représenter le M25A.

On parle de l'historique du mouvement, comme c'était le seul organisateur de la manifestation du 7 mai, et de la création de l'université critique. Après cela on décide de rédiger un livre blanc. Le meeting se termine avec une manifestation dans les rues de Metz et Alsace Lorraine jusqu'au Capitole avec le M25A en tête avec des banderoles du genre « Pas des flics à la fac », « Solidarité Nanterre », « Liberté d'action » etc ...

Le « M25A » nouveau né n'était pas encore accepté par les syndicats, surtout les syndicats étudiants, selon Alain Alcouffe, le seul syndicat qui sympathisait un peu avec ce mouvement était la CGT, et c'est grâce à son intervention qu'ils ont pu parler au meeting du 9 mai ³⁵.

Dans les jours qui suivent, les débats continuent, le 10 mai les élèves du Lycée Pierre de Fermat se mettent en grève et distribuent des tracts du CAL dans l'après-midi en Place Capitole. Le 11 mai il y a des réunions à la Faculté des Sciences à Rangueil, et à la place du Capitole on se réunit pour écouter Alain Alcouffe parler. Le 12 mai on se prépare pour la manifestation et grève du 13 mai, toutes les centrales syndicales dont la CGT, la CFDT et la

³³ P. LOCALE trois, « La révolte des étudiants – 3000 personnes au Palais de Sports » -*La Dépêche du Midi-édition Toulouse*, N°7 229, le 10 mai 1968, Arch. dép. Toulouse, Jour 21.

³⁴ P. LOCALE trois, « *Ibid.* »

³⁵ ALCOUFFE Alain, interview 1

FEN y travaillent avec les étudiants, même le M25A. Plusieurs tracts sont distribués pour inviter toute la population à manifester « Pour exiger l'arrêt immédiat de cette répression (du gouvernement gaulliste), le retrait de forces de police et l'ouverture d'une discussion sur l'avenir de l'Université... »³⁶. Le parti communiste suit la ligne de centrales syndicales, de son côté les étudiants voient les choses un peu diversement, par exemple M25A appelle les étudiants à manifester pour :

« ...déposséder le système actuel de son université ... Le gouvernement en a peur, il répond par la violence et dévoile que sa « douceur » courante n'est qu'un calme apparent. IL NOUS FAUT CHOISIR : - Nous taire à nouveau et nous soumettre à la répression - ou faire reculer le gouvernement Notre lutte se développera ... »³⁷

Le 13 mai est une très belle journée, depuis le matin, les principaux secteurs de l'industrie, de l'enseignement, des transports en commun, une grande partie de l'administration, les services municipaux, le bâtiment, et dans l'après-midi les employés sont en grève pour 24 heures.

A 15 heures, la place Jeanne D'Arc est bondée, les gens sont si nombreux qu'ils débordent sur toutes les rues adjacentes. La CGT, CFDT et la FEN, donnent l'ordre de départ, ils sont en tête du cortège suivis par les élus, dont le maire M. Louis Bazerque, des parlementaires M. Delpech et Rey des Députés et M. Méric sénateur, avec leur écharpe tricolore. Le cortège n'arrête pas de grossir, le M25A seul peut compter autour de 1200 personnes, il est suivi par les étudiants des Beaux Arts, de l'Ecole Normale, les grandes écoles et lycéens. L'AGET-UNEF est vers la tête du cortège avec des nombreux étudiants. FO est aussi présente ayant elle aussi suivi l'ordre de débrayage, elle est représentée par une délégation de Sud-Aviation, des hospitaliers, de l'ONIA, de Breguet et des travaux publics.

La Foule arrive à la Place du Capitole en brandissant des banderoles et calicots, recouverts de slogans, telles « De Gaulle démission », « Unité d'action », « Liberté syndicale », « Pouvoir assassin » etc. Quand tout le monde est là il y a environ 50.000 manifestants.

M. Loubet, secrétaire général de l'UD CFDT ouvre les discours, suivi par M. Gorsse qui précise que « Ensemble nous déclarons que la coupe est pleine »³⁸, les discours poursuivent en touchant tous les arguments de l'actualité, sur les problèmes des étudiants, des

³⁶ Tract N° 7, « Halte à la Répression », du Parti communiste français, et la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, 12 mai 1968. Collection de Tony Alvarez ANNEXE 3

³⁷ Tract N°8 « La répression : la réponse à la lutte des étudiants », du M25A, 12 mai 1968. Collection de Tony Alvarez

³⁸ P. LOCALE quatre, « le 13 mai de l'opposition » -*La Dépêche du Midi* - édition Toulouse, N°7.234, le 15 mai 1968, Arch dép Toulouse, Jour 21

syndicats etc... Les discours se terminent par une allocution de M. Baghi secrétaire fédéral de la CGT, qui évoque les résultats des dix années de Gaullisme, il clôt la manifestation avec le chant de l'Internationale. La foule commence à se disperser, et même s'il essaye, il est trop tard pour Alain Alcouffe de prendre la parole, la manifestation étant close. Les étudiants se dirigent vers la Faculté des Lettres, où les discussions ont lieu jusqu'à très tard dans la nuit

Le même jour un conflit éclate dans l'entreprise Duc et Méric, sur le chemin Balufet, ceci après la mise en place provisoire d'un membre du comité d'entreprise et d'un délégué du personnel. Certaines initiatives sont prises par les deux personnes lors de la grève, ces actions sont jugées inacceptables par la direction de l'entreprise qui pose une double sanction sur les intéressés. Le syndicat CGT lance alors un mot d'ordre de grève pour les jours qui viennent

Partie 2 : La poursuite du mouvement....(du 13 au 31 mai)

À partir du 13 mai, la Faculté des Lettres est occupée par les étudiants. Le même jour, les étudiants du M25A font une assemblée générale dans la quelle ils décident de boycotter les examens de psychologie, de géographie, d'espagnol, et de philosophie. Ils se décident finalement pour un boycott positif, ceci veut dire que les étudiants et les professeurs sont prêts pour l'examen. Les premiers remettent un exposé assez bref sur l'université critique (aux épreuves écrites et orales) et ceci leur permettra d'éviter les sanctions légales telles que suppression des bourses, suppression de salaire IPES, résiliation de sursis et redoublement des dernières années

Le FET lance un appel aux professeurs et aux étudiants, pour qu'ils changent d'avis sur le de boycott des examens. Selon eux « ... cette décision qui compromet l'avenir des nombreux étudiants ne leur soit pas imposée et qui prévale enfin dans l'université française le bon sens et le réalisme »³⁹ Ils ajoutent aussi qu'un nouveau mouvement a été créé, le « mouvement du 14 mai » fondé spontanément par les étudiants syndiqués pour la sauvegarde des examens, naturellement il leur donnent tout leur appui.

Les étudiants de la Faculté des Lettres sont vite suivis par les autres universités de Toulouse, à la Faculté des Sciences à Rangueil on occupe les lieux, et on fait grève, on se joint au mouvement, la faculté des sciences est désormais, « Université critique de Toulouse, section sciences ». A la faculté de médecine on fait grève, aux Beaux Arts, les étudiants décident de se joindre à l'université critique, après une réunion avec le M25A. Ils occupent les

³⁹ P LOCALE quatre, « le 13 mai de l'opposition » -*La Dépêche du Midi- édition Toulouse*, N°7.234, le 15 mai 1968, Arch dép Toulouse, Jour 21

locaux, et décident de boycotter les examens, mais ensemble avec toutes les autres écoles des Beaux Arts.

Les étudiants du M25A, s'intéressent aussi à la sort des deux ouvriers de l'entreprise Duc et Méric, ils organisent une collecte à l'université pour aider les ouvriers en grève. Ils distribuent des tracts qui appellent les étudiants à manifester le 16 mai en solidarité avec les travailleurs. Dans ce tract ils expliquent comme :

« ... Ces 2 délégués renvoyés, s'ajoutent à la longue liste des ouvriers victimes de l'arbitraire du patronat. Réclamant la réintégration immédiate de leurs camarades les travailleurs du bâtiment décident la grève. Notre lutte comme celle des ouvriers, doit en permanence, s'exercer contre le pouvoir bourgeois. A notre tour, solidaires des travailleurs manifestons avec eux ... »⁴⁰

Le soir du 15 mai, un accord intervient entre la CGT bâtiment et le patronat, les deux ouvriers sont intégrés dans leurs fonctions, néanmoins l'ordre de grève est maintenu. Le 16 mai, à 10 heures, étudiants et ouvriers se regroupent au carrefour Purpan à 10 heures. Un long cortège, d'environ 1500 ouvriers, et nombreux étudiants, formé d'automobiles, motocyclettes et cyclomoteurs, se dirige vers la ville pour arriver au siège patronal. Là entre 11h30 et midi, les manifestants expriment bruyamment leur mécontentement. Une délégation conduit par M. Rocchia, secrétaire général de l'union syndicale du CGI, est reçu par M. Allais délégué générale de la Chambre Patronale. A la fin de la manifestation les étudiants ont invité les travailleurs à venir discuter avec eux à la Faculté des Lettres. Une trentaine d'ouvriers ont suivi cette invitation.

Le 18 mai à la Faculté des Lettres, dans un amphi, on parle d'« Art et révolution, contestation critique », quelqu'un propose de sortir de l'abstraction et d'aller occuper le Centre Culturel. L'idée semble bonne pour tout le monde et les étudiants quittent la Faculté pour se rendre rue Croix-Baragnon, au Centre Culturel.

A 18 heures ils sont reçus par M. Christian Schmidt, le directeur du Centre Culturel, il comprend très vite que les étudiants sont là pour occuper le centre. Il se montre très conciliant, il décide de ne pas faire appel à la police, mais précise que cette occupation devrait se limiter aux locaux publics, les salles de conférence etc. Les étudiants présentent ensuite leurs revendications :

- Que la disposition du Centre Culturel ne soit pas réservée aux seuls adhérents.
- Que les programmes prévus pour l'immédiat soient annulés.

⁴⁰ Tract N°9 « A la Fac, à l'usine, même état bourgeois, même répression » - du M25A, le 15 mai 1968.
Collection de Tony Alvarez ANNEXE 4

- Que les artistes qui prêtent leurs œuvres au Centre Culturel acceptent de les vendre au profit des ouvriers et des étudiants.

Sur ce dernier point M. Schmidt émet quelques réserves, après tout, les peintres qui exposent au centre ne sont pas riches. Il accepte néanmoins d'aller à l'ORTF, pour poser la question à la radio. Un cortège de voitures se rend à l'ORTF, et expose, l'historique de la prise du Centre Culturel.

Tony Alvarez, était un des étudiants présents à la prise du Centre Culturel, il se rappelle que :

« C'était une occupation qui se déroulait à la suite de Paris, parce qu'on suivait beaucoup Paris à ce moment là. C'était l'Odéon à Toulouse et puis c'est tout... » et sur l'événement « ... Il y avaient des gens qui faisaient le théâtre de façon marginale et ce qui nous les anarchistes nous a frappé c'était ce que la première chose que ont fait ces gens, c'est d'occuper les bureaux à la place des anciens, c'était tout, alors que nous ce qu'on disait c'était changer complètement l'opération. »⁴¹

L'occupation du Centre Culturel ne dure que deux jours, il sera libéré le 20 mai. Pendant ce temps, les étudiants décident de renommer le Centre, « Centre critique », on y discute sur plusieurs sujets le thème principale « Culture bourgeoise et culture populaire ». Il est même question d'exiger qu'on supprime le Centre, temple et symbole de la culture bourgeoise. Pendant l'occupation, le M25A ne désavoue pas l'acte, mais tient à préciser qu'il c'est passé sur initiative d'un petit groupe d'étudiants.

Le 21 mai, les journalistes de la Dépêche du midi, qui jusqu'à là ont toujours sympathisé avec le mouvement étudiant, critiquent cet acte :

« L'occupation du Centre, depuis samedi, a eu pour seul résultat l'annulation du récital qui devait donner, hier soir, le guitariste argentin Atahualpa Yupanqui, pour la plus grande joie, certainement, des extrémistes de l'autre bord, qui n'ignorent pas que Yupanqui passa plusieurs années de sa vie dans les prisons où l'avait conduit son amour pour la liberté. »⁴²

Depuis le 13 mai, le mouvement ne touche pas seulement les étudiants, petit à petit les entreprises toulousains commencent à débrayer. M. Perillat, responsable des petites et moyennes entreprises de la métallurgie à la CGT, se rappelle qu'il était au travail quand il a reçu un appel :

« ... La Bourse de travail me dit, « il y a une réunion exceptionnelle de la condition exécutive » (l'organisme de la direction de l'union départementale), moi étonné je dis « Tiens pourquoi une réunion exceptionnelle ? », « Mais vous n'êtes pas au courant ?! », « Au courant de quoi ? », « Tiens,

⁴¹ ALVAREZ Tony, interview.

⁴² P LOCALE quatre, La révolte des étudiants – « Spontanément évacué par les étudiants, le centre culturel est occupé par son personnel en grève », -La Dépêche du Midi- édition Toulouse, N°7 240, le 21 mai 1968, Arch dép. Toulouse, Jour 21.

il y a Air France, il y a Breguet, il y a toute une série d'entreprises qui se mettent en grève, comme pour le 24 heures, mais en grand, pour une durée indéterminé !! », et il a dit « et ça démarre un peu partout les grèves, il faut qu'on prenne des dispositions, qu'on sache ce qu'on fait ... Mais il y a pas eu un appel national »⁴³

Effectivement c'est un peu comme ça que les entreprises ont commencé à se mettre en grève, de façon tout à fait spontanée. A Toulouse, les syndicats s'organisent pour aider le mieux possible les travailleurs toulousains, dont beaucoup ne sont pas encore syndiqués.

Entre le 19 et 22 mai les premières entreprises qui font grève avec occupation des locaux de travail, sont les cheminots de la SNCF, à la gare de Toulouse Matabiau, suivis par les services postaux de la PTT, les entreprises du bâtiment, telles Guirande et Auffève, Grands travaux de Marseille, Chapuzet et Toulouse ascenseurs, les ciments Lafarge etc. Dans l'aéronautique, Sud-Aviation sur les trois usines à St Eloi, Blagnac, St. Martin du Touch, Air France au centre de révision de Montaudran, et à l'escale de Blagnac. A l'APC (ex.ONIA), à la poudrerie et la cartoucherie etc...⁴⁴

Le 21 mai, selon un sondage de CST, il y a plus de 100 000 travailleurs en grève dans la Haute-Garonne. la vie des toulousains est rendu difficile, ils commencent à s'inquiéter et à stocker les biens alimentaires et l'essence, mais il n'y a pas encore la panique qui a été vu sur Paris. Par exemple, le samedi, le gérant d'un petit supermarché de la périphérie vend en quelques heures, plus de mille litres d'huile. Dans la journée de lundi un pompiste vend 10 000 litres d'essence, alors que son chiffre quotidien habituel ne dépasse pas les 3500 litres. La ville commence à avoir une ambiance un peu spectrale à cause de tous les magasins fermés, mais Les étudiants et ouvriers se maintiennent occupés, puisqu'il y a des manifestations presque tous les jours, sinon des meetings, collectes de biens pour les grévistes etc.

Le 22 mai le gouvernement décide d'interdire la réintégration au territoire français de Daniel Cohn Bendit, leader du M22M, cette nouvelle est interprétée par beaucoup d'étudiants comme une provocation, sur Toulouse, le M25A, et l'université critique de Toulouse section sciences, organisent une manifestation pour protester contre l'interdiction, pour le 24 mai (Voir ANNEXE 5). Ils invitent tous les toulousains qui sont d'accord avec eux. Il y a beaucoup de toulousains d'accord avec eux puisqu'ils reçoivent l'appui officiel de la FEN, de la CFDT, du PSU et du SGEN. Dans l'après-midi juste avant la manifestation il y a une

⁴³ M Perillat, Interview.

⁴⁴ Pour une liste plus exhaustive des entreprises en grève, se référer à la chronologie des événements de Toulouse au fond du mémoire

réunion du M25A à la Faculté des sciences de Rangueil, d'environ 2000 étudiants dans laquelle on adopte le principe de marcher sur la mairie et demander au maire une subvention pour la poursuite de leur mouvement et de s'ériger en pouvoir communale comme à Paris. Alcouffe qui était présent à la réunion se rappelle que :

« ... cette manifestation a été organisée avec beaucoup de crainte parce que on s'est demandé s'il n'allait pas y avoir une réaction policière forte, on avait même des fantômes, il y avait des bruits divers qui courraient sur la possibilité qu'il y ait des chars, il y a les casernes à Toulouse, donc on avait des soucis de cet ordre-ci ... il y avait tant d'éventualités envisagées quand on est parti, il y avait quand même l'idée quelque part que ça serait d'occuper la mairie de Toulouse et signifier qu'il y avait un changement... »⁴⁵

Des qu'il entend cette nouvelle le maire fait fermer toutes les portes du Capitole et appelle en hâte plusieurs centaines de militants appartenant à la tendance FO, qui se barricadent à l'intérieur de la mairie pour défendre leur lieu de travail⁴⁶. Une réunion se tient au même temps dans le cabinet de M. Bazerque, le maire, à laquelle assistent M. Delpech, un député, Eeckhoutte, le président du conseil générale et de la FGDS, ainsi que Meric, sénateur. Ils adoptent le principe de recevoir une délégation des étudiants.

Le rassemblement a lieu à 16 heures en place du Salin, à 16h15 il n'est déjà plus possible de circuler entre la place St Michel et la rue de Languedoc. Quand le cortège part à 16h40, il doit y avoir environ 3500 jeunes, en tête les comités de gestion tripartite de la Faculté de Rangueil et des dirigeants syndicaux. Les slogans du cortège sont « le pouvoir aux ouvriers », « Parlement bidon », « Cohn-Bendit en France », et « Pas des frontières, on s'en fout », ils brandissent des drapeaux rouges et noirs, des nombreux passants se joignent au cortège. Quand ils arrivent finalement Place du Capitole, un groupe important de lycéens et d'élèves de préparation des grandes écoles se joignent à la manifestation.

Pendant que la foule s'empare de la place, une délégation qui comprend, Mme Mathis (comité tripartite des sciences), Mm Kayser et Sol, pour les professeurs, Escoffe, Mercadier et Pignes, pour les étudiants (comité tripartite des lettres), Gorsse de la FEN, Loubet, Dubois et Sakkiroff de la CFDT, se présentent au personnel de la mairie qui les conduit jusqu'au maire. On lui soumit une motion demandant la reconnaissance de l'université autonome, la solidarité de la municipalité avec les travailleurs, un fond d'aide aux grévistes, etc. Il était aussi question du retour en France de Cohn-Bendit.

⁴⁵ ALCOUFFE Alain, interview 2

⁴⁶ Selon Alain Alcouffe qui était présent, le maire avait mobilisé non seulement le syndicat FO du personnel communaux, mais aussi de l'ONIA, et de l'aérospatiale

Dehors on commence à s'impatienter, donc des manifestants accrochent deux drapeaux, un rouge et un noir, aux grilles des fenêtres baissées du Capitole. Un manifestant barbu, fumeur de pipe, juge qu'ils ne sont pas placés assez haut. Il grimpe sur la façade du bâtiment, très agilement puisqu'il arrive toujours à fumer sa pipe. Arrivé au balcon il installe les deux drapeaux, et puis redescend entre les ovations de la foule. Mais l'attente se fait toujours sentir par la foule impatiente.

Finalement sont ouvertes les fenêtres du balcon, et la maire sort suivi par la délégation. Le maire fait son allocution avec un bruit de fond, puisque la foule refuse d'observer en silence, il accepte la motion qu'on lui avait donné, et dit qu'il espère de ne jamais voir les violences du quartier Latin sur Toulouse. Après lui le président du comité de grève des employés municipaux, dit qu'ils sont solidaires aux étudiants et que pour montrer leur bonne foi, ils vont ouvrir les portes du capitole.

A 18h10 les portes sont ouvertes et la foule pénètre le bâtiment en chantant l'internationale, ils s'installent dans la cour pour entendre un nouveau communiqué du maire, lu par M. Kayser un ouvrier CFDT de Sud Aviation. On place des amplificateurs pour entendre l'allocution radiodiffusé du chef d'Etat, mais ils ne marchent pas, de toute façon c'est le soir et la foule rentre chez elle.

On pourrait croire que le maire de Toulouse s'est montré très ouvert aux manifestants, en les laissant entrer dans le capitole, mais selon Alcouffe ce n'est pas le maire qui a ouvert les portes du capitole, il a mobilisé le syndicat FO pour garder la mairie mais surtout pour calmer les manifestants, dans lequel il y avait des nombreux militants de la CFDT, parce qu'une prise du Capitole voudrait dire se battre contre les militants FO. Il se rappelle qu'il y a eu :

« un débat entre ceux qui voulaient (prendre la mairie) c'était quand même une poignée, il y avait 10 000 manifestants et c'était une poignée de militants FO. La CFDT n'était pas pour, là il y a eu une divergence au sein des gens qui avaient organisé cette manifestation. La CFDT n'était pas clairement pour la force. Au moins les dirigeants (ce qui ne veut pas dire les militants syndicaux) CFDT étaient tous contre. L'idée des jeunes ouvriers qui étaient prêts à faire à coups de poings contre eux. Moi même j'étais pour l'occupation de la mairie clairement, et c'était pas claire comment on allait faire. »⁴⁷

La mairie n'a pas été occupée, et c'est resté comme l'un des plus grands regrets pour Alcouffe, une occasion ratée qu'ils auraient dû prendre.

⁴⁷ ALCOUFFE Alain, interview 2

Le 25 mai, le matin la CGT soutenue par le parti communiste organise une manifestation pour demander qu'aboutissent rapidement les négociations entamées au niveau national entre les centrales ouvrières et gouvernementales. Ils se rencontrent à 10 heures devant la Bourse de travail où ils écoutent une allocution de M. Pierre Baghi secrétaire générale de la CGT. Il proclame la solidarité entre travailleurs, étudiants et enseignants, pour terminer en disant qu'il faut continuer à se battre et que c'est du sang froid de tous les militants et de tous les travailleurs que dépend l'issue victorieuse de cette grève.

Ceci étant dit le cortège se met en marche, a la tête des dirigeants syndicaux et politiques, ont défilé aux cris de « De Gaulle démission », « Gouvernement populaire », et « de Gaulle au musée ». La manifestation fait le tour de la ville, pour revenir à la Bourse vers midi où a lieu la dislocation. Pendant tout l'après-midi au sièges des grands syndicats et à la Bourse de Travail on attend avec impatience un appel de Paris avec les dernières nouvelles sur le déroulement des négociations entre le gouvernement et ouvriers.

Les jours qui suivent sont assez tranquilles, la ville paraît à moitié endormi à cause de tous les commerces fermés. De leur côté les étudiants s'occupent en organisant la collecte de bons alimentaires pour les grévistes. Le matin du 27 mai à Paris on arrête les discussions de Grenelle, le patron cède sur un nombre de choses, notamment sur le SMIG, et l'on décide d'arrêter les discussions à ce point là. Quand la nouvelle des accords de Grenelle arrive à Toulouse, il y en a beaucoup qui sentent que ce qui a été gagné par les syndicats n'est pas suffisant. Les centrales syndicales (CFDT, CGT, FO, FEN, AGET UNEF et la fédération de la gauche démocrate et socialiste et du parti communiste) réagissent en appelant les Toulousains à manifester le jour même. Ils distribuent un tract où ils appellent à manifester pour :

« - ... assurer de votre solidarité les travailleurs, les paysans, les étudiants et les enseignants en lutte ; - Pour protester contre l'odieuse répression policière et les entraves à la liberté ; - Pour appeler les masses populaires à se dresser avec force contre les structures de la société capitaliste, représentée aujourd'hui par le pouvoir gaulliste afin de jeter les bases d'une société démocratique et socialiste. »⁴⁸

Vers 17 heures la place Jeanne d'Arc se trouve submergée de monde, les grévistes sont partout sur les trottoirs, les rues avoisinantes et cela engendre un bouchon dans le Bd De Strasbourg et même en rue Alsace Lorraine. Le cortège se met en mouvement avec en tête les dirigeants syndicaux. Alors que le cortège arrive la hauteur des allées Jean Jaurès, un passant crie « Vive de Gaulle ! » ce qui provoque immédiatement un vaste courant de condamnation

⁴⁸ Tract N°10, « Appel à la population » de la CFDT, CGT, CGT-FO, FEN, UNEF et la FGDS et PCF, le 27 mai 1968, Collection de tracts, Tony ALVAREZ.

Heureusement le service d'ordre s'interpose entre les grévistes et l'homme en question et un accident de gravité supérieure est évité. Quand la foule arrive au capitole, la place est bondée, il y a environ 50.000 manifestants, qui débordent dans les rues adjacentes.

M Gorsse, secrétaire général de la fédération de l'éducation nationale prononce un discours dans lequel il attaque le régime gaulliste et sa dernière trouvaille le referendum-plébiscite. Après le discours on chante l'internationale et la foule se disperse sous les premières gouttes de pluie qui commencent à tomber.

Le 30 mai, après la fuite à Baden Baden le général de Gaulle revient en France renforcé par son jeu politique. A Paris le jour même les gaullistes organisent une manifestation pour de Gaulle. A Toulouse les comités de défense de la république organisent un défilé au monument des morts pour le 31 mai. Ils appellent simplement :

« *Les anciens combattants* qui n'admettent pas les insultes au soldat inconnu et au drapeau. *Les salariés* qui veulent profiter des avantages acquis par leurs syndicats. *Les jeunes* qui veulent poursuivre dans le calme la réforme de l'enseignement. *Les femmes* qui veulent la paix dans la pays »⁴⁹

Le 31 mai à 18 heures, place Jeanne d'Arc, la foule est nombreuse à manifester. Ils scandent des slogans du genre « Nous voulons travailler », « Evolution oui, révolution non », « Le communisme ne passera pas », et « Toulousains avec nous », ils sont très nombreux et apportent des drapeaux et banderoles tricolores et chantent la Marseillaise. Ils se mettent en marche et arrivent au Monument des morts, où une foule déjà nombreuse les attend pour assister à la cérémonie du dépôt du gerbe.

Une délégation fleurit le stèle sacré, puis on observe un minute de silence. La cérémonie se clôt par le chant de la Marseillaise avec les deux doigts dressés en l'air en signe de victoire. La manifestation des gaullistes se disperse, et ceux qui reviennent par la rue de Metz et c'est à la hauteur de la rue Borbonne qu'ils rencontrent une contre manifestation spontanée regroupant autour de 150 personnes qui chantent l'internationale et réclament la démission du général de Gaulle et un gouvernement populaire.

Quelques minutes après, des CRS, gendarmes mobiles et agents du corp urbain, s'interposent entre les deux groupes, des policiers prennent également position sur la place St Etienne et barrent les rues adjacentes pour éviter des infiltrations. Les gaullistes et anti-gaullistes restent face à face pour trois quarts d'heures scandant des slogans les uns contre les autres, finalement l'affrontement est évité et les manifestants se dispersent. Le soir un groupe

⁴⁹ Tract N°11, « Vendredi 31 à 18 h Tous et toutes » des comités de défense de la république à Toulouse, le 30/31 mai 1968, Collection de tracts, Tony ALVAREZ

de gaulliste renforcés par des éléments d'extrême droite se rend à la Faculté des Lettres pour essayer d'arracher le drapeau rouge que le M25A avait hissé sur la Faculté des Lettres.

Vers 19h15 à la Faculté des Lettres, le service d'ordre casqué et muni des bâtons, veille. Ils entendent des bruits provenir de la rue des Lois, un groupe de personnes qui approche en criant « Université française » et « Libérez Salan ». Les droitistes, environ 200, arrivent en brandissant des drapeaux tricolores et un drapeau blanc avec la croix celtique arrivent devant la faculté. Deux manifestants décident d'attaquer et armés de barres de fer, se lancent contre le service d'ordre, des coups sont échangés, en même temps quelqu'un lance un engin explosif dans la Faculté. Un étudiant le ramasse pour le jeter dehors, mais l'engin explose lui blessant la main. Le blessé est vite soigné avec les moyens du bord en attendant le moment pour pouvoir le ramener dans une clinique.

Les assaillants arrivent à entrer dans la cour de la Faculté où se produisent des nouveaux affrontements. De la rue on jette des cailloux contre les fenêtres et dans la cour, qui arrivent à presque frapper un groupe de professeurs et assistants qui étaient restés sur place. Du côté de la Faculté des Lettres la porte est vite fermée, mais les quelques étudiants qui restent dehors se retrouvent à se battre contre les assaillants. Des agresseurs arrivent à accrocher sur la façade de la Faculté de Droit, un drapeau tricolore. Il y a un moment de suspense quand des CRS arrivent de la place du Capitole, mais un professeur arrive à les faire partir.

La foule s'agrandit avec de nouveaux arrivés, prévenus à la hâte par les littéraires. Des nombreux membres du M25A ainsi que des représentants de l'Université critique section sciences qui avaient été alertés par téléphone. Les nouveaux arrivés entrent d'une fenêtre ouverte à la hâte et patrouillent la rue sur les toits ; mais les choses se sont calmées et bientôt les assaillants partent. L'affrontement a duré à peu près une heure quand des ouvriers de Sud Aviation appellent en offrant leur aide, ayant entendu la nouvelle de l'attaque sur la Faculté.

Partie 3 : La fin de tout... ?

Au début du mois de juin il semble que les choses se sont calmées pour de bon, même si les Facultés sont toujours occupées, petit à petit les entreprises reprennent le travail, encore que les grosses entreprises comme Sud Aviation et l'ORTF, sont encore en grève. Il semble que l'Etat a repris les choses en main et qu'en majorité les Toulousains sont intéressés à un retour à la normalité.

A la faculté des Lettres, de petits incidents font l'ordre du jour. Le 8 juin, on enlève, d'une salle de la Faculté, la plaque à la mémoire de Raymond Naves, un professeur de littérature française arrêté par la *Gestapo* et mort en déportation. Le Doyen se rappelle cet incident :

« Une belle nuit, on me téléphona que cette plaque avait disparu ! Il est difficile de comprendre les motifs de cet enlèvement. Les étudiants en révolte avaient-ils voulu montrer par-là leur indépendance à l'égard de toute autorité, même des maîtres qui s'étaient sacrifiés pour qu'ils fussent libres ? Ou bien parmi eux y avait-il quelque fils de milicien ou de « collaborateur » désireux d'exercer une vengeance ?... »⁵⁰

Quoi qu'il en soit on ne sut jamais qui était le coupable de l'enlèvement, mais l'histoire fait un petit scandale à la faculté des lettres et quelques tracts sont distribués à ce propos, un est distribué par le corps professoral qui dénonce l'acte comme quelque chose de très grave et déclenche l'indignation de tous, cet acte est « de nature à compromettre l'espoir d'une rénovation rapide de l'université »⁵¹. En réponse les étudiants sortent un tract d'ordre burlesque dans lequel ils se moquent du document des professeurs, par exemple, en se demandant quel est cet acte si grave, et ils ajoutent que :

« Il a été porté atteinte à *quelque chose* de Sacré (respectable, intouchable). Quoi ? Raymond Naves. Cette présence-au-monde qui fut appelé *Raymond Naves* (Ré-monav) n'est-plus-là. Bien qu'un tel énoncé soit de l'ordre de l'évidence, il reste enveloppé dans l'énigme. Cet être-n'est-plus-là... »⁵²

Le M25A sort un tract dans lequel il déplore l'accident, il sort un théorème :

« Quand les plaques sont sur un mur, les y laisser : c'est un moyen de ne pas fournir des occasions de dénigrement du mouvement à des gens qui sont trop heureux de pouvoir en trouver »⁵³.

La plaque sera retrouvée et remise à sa place le 8 juin, à 8 heures et ce sera le M25A qui va prendre toutes les dispositions, ils appellent l'entreprise spécialisée qui l'avait mise en place pour qu'elle la fixe de nouveau et définitivement.

La nuit du 9/10 juin la Faculté des Lettres est de nouveau théâtre d'un incident. Vers une heure du matin une voiture passe de toute vitesse devant la porte de la Faculté, et les occupants tirent ce qui semble des coups de feu. Le service d'ordre réagit immédiatement et

⁵⁰ P 488, GODECHOI Jaques « 1968 A la Faculté des Lettres de Toulouse » - *Les Annales du Midi* 1978, *Revue de la France Méridionale*- Tome 90, N°138-139, Juillet-Décembre 1978, Privat Editeur, Toulouse

⁵¹ Tract N°12, « De la Provocation » par des étudiants, 7 juin 1968, Collection de tracts, Tony ALVAREZ

⁵² Tract N°12, « *Ibid.* »

⁵³ Tract N°13, « De l'utilisation des plaques » 7 juin 1968, Collection de tracts, Tony ALVAREZ

met des éclaireurs dans la rue. Cependant il n'y a personne qui croit que les occupants de la voiture soient assez déments pour attaquer la Faculté avec un revolver.

Une heure plus tard la même voiture se représente devant la Faculté, les étudiants du service d'ordre arrivent à arrêter la voiture et en sortent les occupants, dont trois élèves de l'école vétérinaire et le chauffeur un voyageur de commerce. Les quatre malheureux prisonniers sont alors emmenés dans la Faculté où ils subissent un interrogatoire au cours duquel on leur demande leurs identités, leur affiliation politique etc...

Divers professeurs et le Doyen alertés, la police ne tard pas à arriver. Le Doyen Godechot n'oublie pas cet incident, il écrit :

« ... Le collègue *de garde* me téléphona. Que faire du *prisonnier* ? (N.A. Selon le Doyen il y avait qu'un prisonnier, mais selon la Dépêche il y en avait quatre) J'estimais qu'il fallait le remettre à la police, car il me semblait être l'agresseur. Mais les *occupants* de la Faculté ne voulaient surtout pas que la police pénétrât dans les locaux ! Je négociai donc pendant toute une partie de la nuit, il fut convenu que des agents se présenteraient devant la porte de la Faculté – sans y entrer – et que le *prisonnier* leur serais remis... »⁵⁴

Les quatre provocateurs sont remis à la police, mais non avant que leur voiture ait subi un début d'incendie causé par l'explosion d'un cocktail Molotov⁵⁵ que les étudiants littéraires ont jeté. L'incendie est vite maîtrisé par le service d'ordre. Finalement l'arme des provocateurs se révèle être un pistolet d'alarme, et ils ne risquent qu'un simple procès verbal pour tapage nocturne.

Désormais on ne voit plus tant de manifestations défiler dans la ville de Toulouse, à part une petite manifestation des ouvriers du bâtiment le 4 juin, il faut un accident grave pour déclencher une nouvelle manifestation. Le 10 juin, le jour d'ouverture de la campagne électorale, un lycéen, Gilles Tautin, est noyé à Flins pendant une manifestation qui dégénère dans des affrontement avec la police, parallèlement à Sochaux la mort d'un manifestant. Ces incidents touchent les étudiants toulousains au cœur, et c'est les comités d'action révolutionnaires du quartier qui organisent une manifestation.

A partir de 18h30 un cortège venu de la rue des Lois s'immobilise autour d'un pylône de la place du Capitole sur lequel sont soutenu des amplificateurs. Des pancartes et banderoles sont dressées avec des slogans tels que « Bâtiment en lutte », « A bas les gaullistes qui

⁵⁴ P. 488, GODECHOT Jaques « 1968 A la Faculté des Lettres de Toulouse » - *Les Annales du Midi* 1978, *Revue de la France Méridionale* - Tome 90, N°138-139, Juillet-Décembre 1978, Privat Editeur, Toulouse

⁵⁵ La milice de la Faculté des Lettres était bien préparé aux attaques, entre d'autres choses ils avaient un bon approvisionnement de cocktails Molotov